



REPUBLIQUE FRANCAISE EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 novembre 2018

Préfecture du JURA
Arrondissement de
Lons-le-Saunier
Canton de Bletterans

Date de convocation
02 novembre 2018

Date d'affichage
14 novembre 2018

Nombre de conseillers

En exercice :	11
Présents :	10
Votants :	10
Absents :	01
Exclus :	00

N° 27-2018

OBJET
Approbation du PLU

VOTE

Pour	11
Contre	00
Abstention	00

Acte rendu obligatoire
après le dépôt en préfecture
de Lons Le Saunier

Délibération 27-2018

Page 1/3

L'an deux mille dix-huit, le neuf novembre

Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Yves MOINE.

Etaient présents : Mmes Lydia LINARES, Marie-France NICOLAS, Monique CLAVIER.

Mrs Yves MOINE, Eric MOUREZ, Frédéric LAMY, Fabrice HENRY, Jean-Paul MARTIN, Alban GENOUD dit du CHENE, Marc LOUREAU.

Absents excusés : Mme Nathalie FORTIN, pouvoir donné à Mme Lydia LINARES

Absents :

Il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Mme Lydia LINARES ayant obtenue la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.
VOTE : Pour 11 – Contre 0 – Abstention 0

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que :

Par délibération en date du 4 mars 2016, la révision du Plan Local d'Urbanisme a été prescrite ;

Le conseil municipal s'est réuni le 3 mars 2017 pour débattre des orientations d'aménagement et d'urbanisme du PADD.

Par délibération en date du 6 octobre 2017 le conseil municipal a tiré le bilan de la concertation et arrêté le PLU.

Le dossier a ensuite été soumis pour avis aux personnes publiques associées, à l'autorité environnementale pour une évaluation environnementale au cas par cas, puis à enquête publique.

Les avis des personnes publiques associées :

Les dossiers ont été envoyés aux personnes publiques à partir du 18 décembre 2017.

L'ensemble des avis reçus ont été favorables, certains avec des recommandations.

L'autorité environnementale a exempté la commune d'une évaluation environnementale

L'avis du commissaire enquêteur :

L'enquête publique s'est déroulée du 22 mai 2018 au 22 juin 2018.

Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable en date du 28 juillet 2018 en recommandant d'intégrer les recommandations émises par

La Préfecture du Jura
La chambre d'agriculture
Le Conseil Départemental



VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivant et R 153-1 et suivants ;

VU l'article L 174-3 du code de l'urbanisme ;

VU les articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 4 mars 2016 prescrivant la révision du PLU et définissant les modalités de concertation mises en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 6 octobre 2017 arrêtant le projet de PLU ;

VU les avis des services consultés ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur du 28 juillet 2018 ;

VU le projet de PLU qui comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes ;

Considérant que le plan local d'urbanisme doit être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

Les modifications sont les suivantes :

Règlement :

Modifications mineurs de certains articles pour éviter des erreurs d'interprétation tels que celui relatif aux exceptions en zone U
Ajout de l'annexe relative à l'insertion des bâtiments agricoles,
Ajout d'un lexique,

Rapport de présentation :

Diverses précisions et mises à jour sont apportées au rapport de présentation. Elles n'ont pas de portée réglementaire mais visent à une meilleure compréhension du dossier.
Ajout de la carte des AOC,
Mention de l'ancien captage de la source du Paradis,
Complément sur le volet architectural du diagnostic,
Justification de l'emplacement réservé,
Rectifications d'erreurs de rédaction...

Annexes :

Ajout du zonage d'assainissement.

Ces évolutions sont mineures et ne remettent pas en cause l'équilibre du PLU.

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme ;

Le conseil municipal

DECIDE d'approuver le plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

Conformément aux articles R.153-20 et 21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Une copie de la délibération approuvant le plan local d'urbanisme (accompagnée du dossier de PLU) sera adressée au préfet du département du Jura.

Le dossier de plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de QUINTIGNY aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture du Jura, conformément à l'article L 153-22 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Pour copie conforme,

Le Maire,

Yves MOINE





REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 novembre 2018

Préfecture du JURA
Arrondissement de
Lons-le-Saunier
Canton de Bletterans

Date de convocation
2 novembre 2018

Date d'affichage
14 novembre 2018

Nombre de conseillers
En exercice : 11
Présents : 10
Votants : 10
Absents : 01
Exclus : 00

N° 28-2018

OBJET
Déclaration préalable à
l'édification des
clôtures

VOTE
Pour 11
Contre 00
Abstention 00

Acte rendu obligatoire
après le dépôt en préfecture
de Lons Le Saunier

Délibération 28-2018
Page 1/2

L'an deux mille dix-huit, le neuf novembre

Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Yves MOINE.

Etaient présents : Mmes Lydia LINARES, Marie-France NICOLAS, Monique CLAVIER.

Mrs Yves MOINE, Eric MOUREZ, Frédéric LAMY, Fabrice HENRY, Jean-Paul MARTIN, Alban GENOUD dit du CHENE, Marc LOUREAU.

Absents excusés : Mme Nathalie FORTIN, pouvoir donné à Mme Lydia LINARES

Absents :

Il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Mme Lydia LINARES ayant obtenue la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.
VOTE : Pour 11 – Contre 0 – Abstention 0

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Quintigny approuvé par délibération en date du 9 novembre 2018,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R 421-12 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, modifié par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 entré en vigueur 1^{er} octobre 2007 (modifiée par la suite par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2016),

Considérant que depuis cette date le dépôt d'une déclaration préalable à l'édification d'une clôture n'est plus systématiquement requis,

Considérant que le conseil municipal peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur tout ou partie de son territoire en application de l'article R*421-12 du Code de l'urbanisme,

Considérant l'intérêt de s'assurer du respect des règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme préalablement à l'édification de la clôture et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes et le développement éventuel de contentieux,



Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

DÉCIDE de soumettre l'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable, sur l'ensemble des zones U du PLU, en application de l'article R*421-12 du Code de l'urbanisme.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur dès l'adoption de cette délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Pour copie conforme,

Le Maire,

Yves MOINE





REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 novembre 2018

Préfecture du JURA
Arrondissement de
Lons-le-Saunier
Canton de Bletterans

Date de convocation
02 novembre 2018

Date d'affichage
14 novembre 2018

Nombre de conseillers
En exercice : 11
Présents : 10
Votants : 10
Absents : 01
Exclus : 00

L'an deux mille dix-huit, le neuf novembre

Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Yves MOINE.

Etaient présents : Mmes Lydia LINARES, Marie-France NICOLAS, Monique CLAVIER.

Mrs Yves MOINE, Eric MOUREZ, Frédéric LAMY, Fabrice HENRY, Jean-Paul MARTIN, Alban GENOUD dit du CHENE, Marc LOUREAU.

Absents excusés : Mme Nathalie FORTIN, pouvoir donné à Mme Lydia LINARES

Absents :

Il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Mme Lydia LINARES ayant obtenue la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.
VOTE : Pour 11 – Contre 0 – Abstention 0

N° 29-2018

OBJET
Permis de démolir

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Quintigny approuvé par délibération en date du 9 novembre 2018,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article R*421-27 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, modifié par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 entré en vigueur 1er octobre 2007,

VOTE

Pour 11
Contre 00
Abstention 00

Considérant que depuis cette date le dépôt d'un permis de démolir n'est plus systématiquement requis,

Considérant que le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application de l'article R*421-27 du code de l'urbanisme,

Acte rendu obligatoire
après le dépôt en préfecture
de Lons Le Saunier

Considérant l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti ancien constituant un patrimoine locale d'intérêt et la rénovation du cadre bâti de la commune,



Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents :

DÉCIDE

Article 1 : les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située en zone U du PLU doivent être précédés d'un permis de démolir.

Article 2 : sont toutefois dispensées de permis de démolir les démolitions visées à l'article R*421-29 du Code de l'urbanisme.

Article 3 : les dispositions ci-dessus entrent en vigueur dès l'adoption de cette délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.



Pour copie conforme,

Le Maire,

Yves MOINE





REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 novembre 2018

Préfecture du JURA
Arrondissement de
Lons-le-Saunier
Canton de Bletterans

L'an deux mille dix-huit, le neuf novembre
Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Yves MOINE.

Date de convocation
12 novembre 2018

Etaient présents : Mmes Lydia LINARES, Marie-France NICOLAS, Monique CLAVIER.

Mrs Yves MOINE, Eric MOUREZ, Frédéric LAMY, Fabrice HENRY, Jean-Paul MARTIN, Alban GENOUD dit du CHENE, Marc LOUREAU.

Date d'affichage
14 novembre 2018

Absents excusés : Mme Nathalie FORTIN, pouvoir donné à Mme Lydia LINARES

Absents :

Nombre de conseillers

En exercice :	11
Présents :	10
Votants :	10
Absents :	01
Exclus :	00

Il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Mme Lydia LINARES ayant obtenue la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.
VOTE : Pour 11 – Contre 0 – Abstention 0

N° 30-2018

OBJET
Ravalement de façades

Le conseil municipal,

Vu le décret n° 2014-253 du 27 février 2014, relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme, notamment ses articles 4 et 9,

Vu l'article R*421-17-1 du Code de l'urbanisme relatif aux travaux de ravalement de façade lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R.421-14 à R.421-16,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Quintigny approuvé par délibération en date du 9 novembre 2018

Considérant que l'article R*421-17-1 du Code de l'urbanisme précité, prévoit la possibilité, pour le Conseil Municipal, de décider de soumettre les travaux de ravalement à autorisation,

Considérant que les façades participent à la qualité de l'espace urbain et du cadre de vie,

Considérant la volonté communale d'agir contre la pollution visuelle,

VOTE

Pour	11
Contre	00
Abstention	00

Acte rendu obligatoire
après le dépôt en préfecture
de Lons Le Saunier

Délibération 30-2018
Page 1/2



Après en avoir délibéré,

le Conseil Municipal à l'unanimité :

DÉCIDE

De soumettre les travaux de ravalement de façades au régime de la déclaration préalable sur l'ensemble des zones U du PLU.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur dès l'adoption de cette délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Pour copie conforme,

Le Maire,



Yves MOINE





REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 novembre 2018

Préfecture du JURA
Arrondissement de
Lons-le-Saunier
Canton de Bletterans

Date de convocation
02 novembre 2018

Date d'affichage
14 novembre 2018

Nombre de conseillers
En exercice : 11
Présents : 10
Votants : 10
Absents : 01
Exclus : 00

N° 31-2018

OBJET
**Droit de préemption
urbain**

VOTE
Pour 11
Contre 00
Abstention 00

Acte rendu obligatoire
après le dépôt en préfecture
de Lons Le Saunier

L'an deux mille dix-huit, le neuf novembre

Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Yves MOINE.

Etaient présents : Mmes Lydia LINARES, Marie-France NICOLAS, Monique CLAVIER.

Mrs Yves MOINE, Eric MOUREZ, Frédéric LAMY, Fabrice HENRY, Jean-Paul MARTIN, Alban GENOUD dit du CHENE, Marc LOUREAU.

Absents excusés : Mme Nathalie FORTIN, pouvoir donné à Mme Lydia LINARES

Absents :

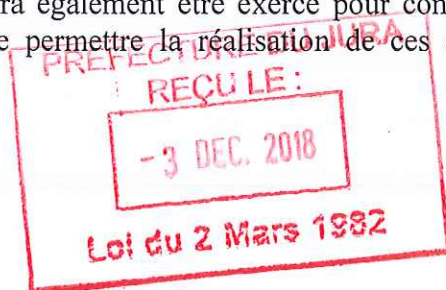
Il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 CGCT, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Mme Lydia LINARES ayant obtenue la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.
VOTE : Pour 11 – Contre 0 – Abstention 0

Monsieur le Maire rappelle que les dispositions de l'article L 211.1 du code de l'urbanisme permettent d'instituer un Droit de Préemption au bénéfice de la commune sur l'étendue des zones urbaines et des zones à urbaniser délimitées par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé (ZAD) ou de périmètre provisoire de ZAD sur ces territoires.

Ce droit de préemption pourra être exercé en vue de permettre la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations suivantes, conformément aux articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme, à savoir :

- Mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ;
- D'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- De favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- De réaliser des équipements collectifs ;
- De lutter contre l'insalubrité ;
- De permettre le renouvellement urbain ;
- De sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti

Ce droit de préemption pourra également être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation de ces actions ou opérations d'aménagement.



LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code de l'urbanisme ;

VU les articles L. 210.1, L. 211.1 et suivants - R. 211.1 et suivants, et L. 300-1 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 9 novembre 2018,

Considérant qu'il n'existe pas de ZAD en cours de validité sur le territoire communal ;

DECIDE

D'instaurer le périmètre du Droit de Préemption Urbain à l'ensemble des zones urbaines déterminées par le Plan Local d'urbanisme.

CHARGE LE MAIRE DE PROCEDER :

- A l'affichage en mairie pendant un mois
- A la parution d'une insertion dans deux journaux régionaux ou locaux habilités à recevoir des annonces légales

Cette délibération sera exécutoire après exécution de l'ensemble des formalités de publicité mentionnées ci-dessus (la date à prendre en considération pour l'affichage en mairie est celle du premier jour où il est effectué)

Cette délibération sera transmise au préfet, accompagnée du plan délimitant le DPU.

Cette délibération sera également notifiée, accompagnée du plan précisant le champ d'application du Droit de Préemption Urbain :

- au directeur départemental des Services Fiscaux
- au Conseil Supérieur du Notariat
- à la Chambre Interdépartementale des Notaires
- aux Barreaux constitués près les Tribunaux de Grande Instance
- aux Greffes constitués près les Tribunaux de Grande Instance

Dès l'institution du DPU, la commune ouvrira un registre dans lequel seront inscrites :

- Toutes les acquisitions réalisées par l'exercice ou par délégation de ce droit
- L'utilisation effective des biens acquis

Ce registre sera tenu à la disposition du public; des extraits pourront être remis sur simple demande.

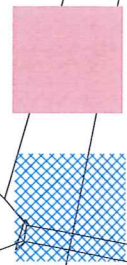
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents

Pour copie conforme,
Le Maire,
Yves MOINE

PREFECTURE DU JURA
REÇU LE :
- 3 DEC. 2018
Loi du 2 Mars 1982

MAIRIE DE QUINGNY (JURA)

PJ : 1 plan délimitant le DPU

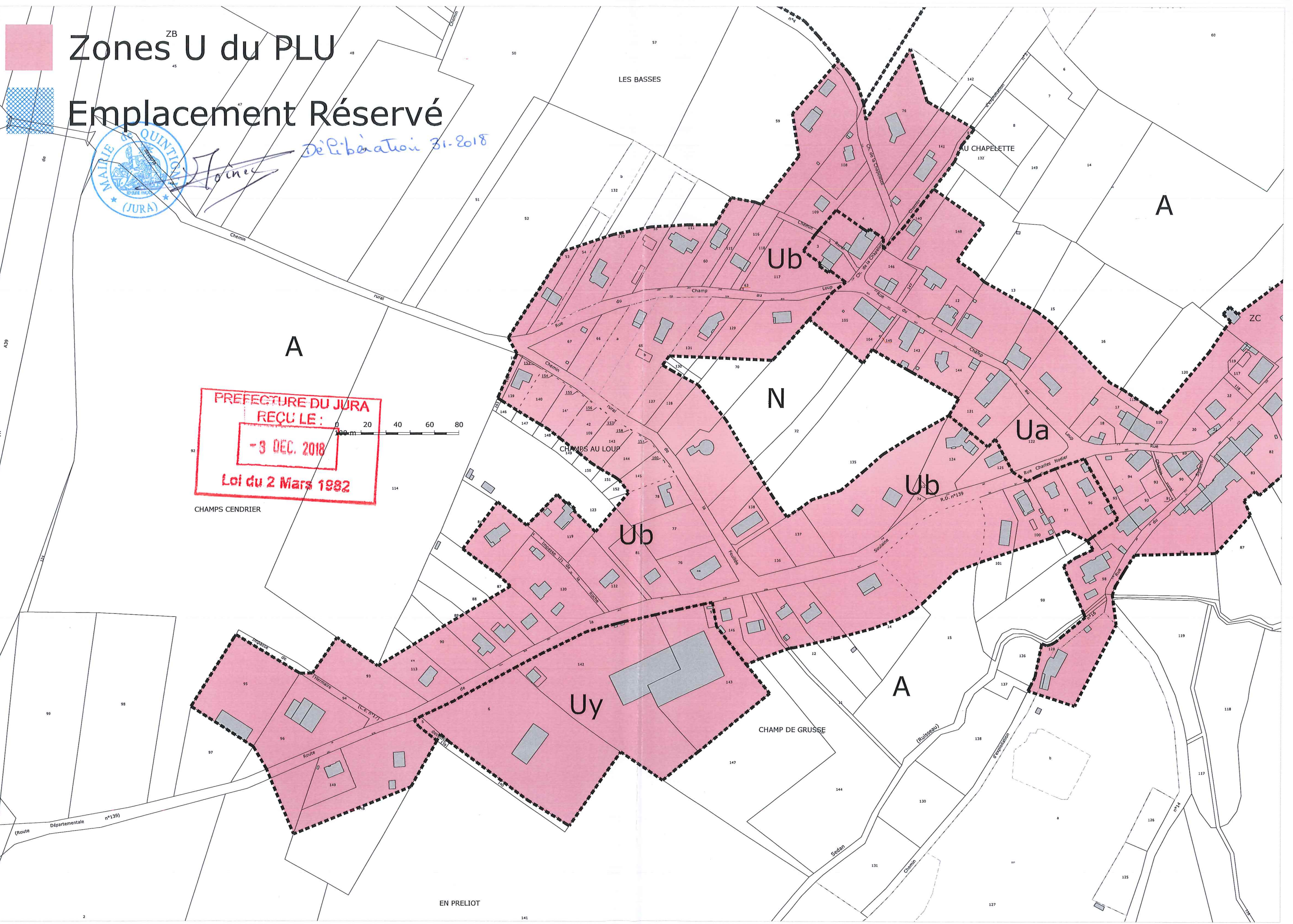


Zones^{ZB} U du PLU

Emplacement Réserve

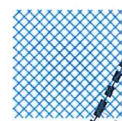


PREFECTURE DU JURA
REÇU LE :
- 3 DEC. 2018
Loi du 2 Mars 1982





Zones U du PLU



Emplacement Réservé



Délibération 31.8.2018

AU CLUSIOT

EN COMBASSARD

ZD

A LA QUEUE DE L'ETANG

A

Ub

Ua

Ub

N

A LA CHAUX

PREFECTURE DU JURA
REÇU LE :
-3 DEC. 2018
Loi du 2 Mars 1982

ER1

A